

Blocage de Sciences Po : la goutte de délire qui fait déborder le vase de la chienlit



Une minorité dans le mimétisme révolutionnaire - de la farce, comme aurait dit Karl Marx - occupe " Sciences Po parce que Macron en est sorti et que nous ne voulons pas finir comme lui".

Avec Philippe Bilger

On a tellement atteint le fond qu'il faut applaudir parce que le directeur de Sciences Po Paris a réussi à obtenir de la soixantaine d'étudiants excités qui occupaient le bâtiment principal et y faisaient n'importe quoi qu'ils laissent entrer l'ensemble des étudiants pour participation à l'assemblée générale le 19 avril à 19 heures.

Je commence ce billet par cet épisode parce que je le trouve révélateur du délire qui affecte, infecte cette école emblématique qui ne sera plus une ambition mais deviendra un cauchemar. Cette minorité dans le mimétisme révolutionnaire - de la farce, comme aurait dit Karl Marx - occupe " Sciences Po parce que Macron en est sorti et que nous ne voulons pas finir comme lui".

Elle distribue aussi un communiqué de presse qui nous apprend que "occuper Sciences Po est fortement symbolique : en tant que fac où ont étudié Emmanuel Macron et de nombreux membres de la majorité parlementaire... le principal relais académique de cette idéologie... Notre école est pleine de ces modules visant à former les hauts fonctionnaires zélés du régime libéral et autoritaire...".

Ailleurs une banderole : "Ici sont formés ceux qui sélectionnent. Bloquons la fabrique à élite..." et le président de la République et son gouvernement mènent "une vaste entreprise néolibérale et raciste".

Ces inepties ont été proférées et écrites dans ce qui était perçu comme un haut lieu préparant l'administration française qui nous a longtemps été enviée pour son excellence et son intégrité.

Et Sciences Po est devenu cela et l'ironie ne consolera pas : "S'ils ne voulaient pas intégrer l'élite, il ne fallait pas passer le concours d'entrée" ([Le Figaro](#)).

La coagulation des luttes tant rêvée et ressassée par ceux que le désordre attire et que l'idée d'un Grand Soir stimule, n'est pas à l'ordre du jour : les lycéens n'ont pas rejoint les étudiants qui eux-mêmes laissent les cheminots indifférents. Il y a des protestations collectives, des envies d'en découdre, un prurit de contestations dont on ne sait plus trop bien ce qu'elles dénoncent, des casseurs qui reviennent pour dévoyer, en tout cas à Paris, les manifestations interprofessionnelles de la CGT le 19 avril avec un succès relatif malgré une mobilisation ayant réuni cheminots, postiers, fonctionnaires et personnel hospitalier entre autres.

Il y a une dizaine de facultés et de campus occupés par un petit nombre d'étudiants prétendus et d'agitateurs gauchistes qui violent les droits d'une majorité désireuse de passer ses partiels en lui refusant le vote démocratique qu'elle réclame.

Au site de Tolbiac, c'est "drogue, sexe et violence" et une situation "pré-insurrectionnelle" selon le courageux président de l'Université, Georges Haddad, auquel on reproche évidemment d'exagérer. Celui-ci est confronté à ce paradoxe d'un président de la République

qui l'a approuvé dans son constat et sa demande d'intervention de la police mais a souligné aussi l'impossibilité pour cette dernière d'agir à cause de la configuration du lieu.

On a bien compris la volonté du gouvernement de faire respecter autant que possible, directement ou indirectement, l'autorité de l'Etat mais au fil des jours celle-ci qui s'était affirmée de manière éclatante - notamment à Notre-Dame-des-Landes - se délite au point qu'on a usé Nicolas Hulot pour rien en l'envoyant assister la Préfète mais il n'a fait aucun miracle.

Il y a quelque chose qui est presque aussi grave qu'une autorité qui ne s'exerce pas. Une autorité qui commence bien puis qui connaît clairement des ratés, où ceux qui devaient se soumettre à la loi, par leur résistance, contraignent peu ou prou l'Etat à se déjuger. Cet enlisement est la rançon probable d'une action qui malgré la présence de nombreux gendarmes, dont certains ont été blessés, a cherché si scrupuleusement à éviter le pire qu'en définitive elle n'a pas atteint ses objectifs.

Le gouvernement - avec le président de la République allant au contact, autant qu'il le peut, des colères et des inquiétudes - fuit l'affolement et semble maîtriser cette multiplication de désordres, de violences et d'insupportables dérèglements sociaux et professionnels. Mais on ne peut les traiter sans avoir conscience de leur gravité ni en prendre la mesure. L'autorité n'est déjà plus ce qu'elle avait promis d'être.

L'absolu ridicule de Sciences Po Paris peut faire rire ou indigner.

Mais ce n'est jamais qu'une goutte d'eau qui fait déborder la chienlit !

[Cet article a été initialement publié sur le blog de Philippe Bilger](#)